

L'universitaire partage la colère des éleveurs

Olivier Mével, maître de conférence, estime que l'agriculture bretonne vit une époque charnière. Il soutient les mouvements des éleveurs, et montre du doigt l'Europe et la grande distribution.

Entretien

Olivier Mével, maître de conférence en science de gestion à l'Université de Bretagne occidentale, à Brest.

Les jeunes agriculteurs qui viennent dans les grandes surfaces étiqueter « viande de nulle part » des lots de viande vous inspirent quoi ?

C'est une excellente action. Elle vise à faire comprendre que l'origine des produits est fondamentale. Les Jeunes agriculteurs appellent à la solidarité des consommateurs. Ils font comprendre que la consommation des uns, ce sont les emplois des autres. Quand on achète des prix bas, on achète le monde qui va avec, le moins vertueux en terme d'écologie, de bien-être animal, d'emploi.

Le monde agricole n'est-il pas en partie responsable de ces problèmes de commercialisation ?

Pendant des décennies, les agriculteurs ont produit, se désintéressant de la mise en marché. Un oligopole puissant s'est construit dans notre région. Un groupe, Leclerc, a une responsabilité écrasante dans les problèmes agricoles bretons. Il a 35 % de la surface de vente. Dans le Nord, c'est Auchan, à Paris, c'est Carrefour.

L'élevage breton est-il condamné ?

Il faut savoir quels objectifs on se fixe. Les éleveurs doivent être rémunérés équitablement. Sur le prix de 1000 l de lait, 830 € vendus au consommateur, il devrait leur revenir en marge nette une centaine d'euros. Or, aujourd'hui, ils ne gagnent rien. Alors



Thomas Bregardie

Olivier Mével interviendra à l'assemblée générale des Jeunes agriculteurs, vendredi 4 mars, à 20 h, au lycée de l'Aulne, à Châteaulin.

qu'ils s'occupent de leur cheptel toute l'année, ils ont du mal à financer les études de leurs enfants. C'est indigne.

Quelles solutions imaginez-vous ?

L'Union européenne doit cesser de s'en laver les mains. Il y a une absence de coordination des politiques agricoles. Comment imaginer qu'on puisse jeter l'agriculture dans un libéralisme échevelé, mettant en concurrence les bassins de production ? Cette compétition acharnée entre l'Allemagne, l'Espagne, l'Irlande et la France mène l'agriculture européenne au désastre. On a besoin de

régulation. Le rugby est beau parce qu'il a des règles.

Que doit faire l'Europe ?

Elle doit coordonner les productions pour éviter que la loi du plus fort ne domine : celle des pays qui bénéficient de distorsions sociales qui écrasent les autres. La conjoncture n'est pas facile, ce n'est pas une raison pour laisser l'agriculture seule, dispersée face aux structures de marché où, lors des référencements commerciaux, ils s'entendent dire : vous avez besoin de vendre, je n'ai pas besoin de vous acheter. C'est un pouvoir exorbitant.

Comment changer cela ?

On peut changer par la loi cette violence économique qui s'exerce par les GMS. Elles détiennent 85 % du commerce de détail. La loi doit faire baisser ce pouvoir. Quand vous êtes moins puissant, vous êtes plus coopérant. Il faut abroger la loi Raffarin du 1^{er} juillet 1996, qui permet à la grande distribution d'être en monopole dans certains bastions, et faire évoluer la loi sur la modernisation de l'économie de 2008.

Les circuits courts peuvent-ils améliorer la situation de l'agriculture ?

Le consommateur fait confiance au monde agricole, on le voit dans les sondages. Il y a une bienveillance, une gentillesse : « On a besoin de vous, il faut tenir le choc, » entend-on. Ils tranchent de plus en plus en faveur des produits socialement responsables. En 2015, les circuits courts sont au-delà des 5 milliards d'euros de chiffre d'affaire. Les consommateurs veulent être sûrs de ce qu'ils mangent.

Quel signe d'espoir donner aux agriculteurs ?

Il faut passer cette crise de commercialisation, de valorisation de produits agricoles. L'agriculture doit réclamer sa part. Le monde agricole est en train de comprendre que c'est de la fourchette à la fourche que ça se passe, et non l'inverse. Il doit produire ce que le consommateur souhaite. Et celui-ci ne souhaite plus forcément des prix bas, et le monde qui va avec.

Recueilli par
Philippe ATTARD.